

réponses pour les fins du présent traité. Dans le cas du Canada, c'est le ministre de la Justice, ou le fonctionnaire qu'il a désigné, qui agissent à titre d'autorité centrale; dans le cas de la République de Hongrie, c'est le ministre de la Justice et le Procureur public en chef ou les fonctionnaires qu'ils ont désignés.

ARTICLE 15

CONFIDENTIALITÉ

1) L'État requis peut exiger, après consultation de l'État requérant, que l'information ou les preuves fournies, ou la source de cette information ou de ces preuves, demeurent confidentielles ou ne soient divulguées ou utilisées qu'aux conditions qu'il aura la faculté de poser.

2) L'État requis, dans la mesure exigée, garde confidentiels une demande, son contenu, les documents qui la soutiennent et tout acte accompli sur son fondement, sauf dans la mesure nécessaire pour l'exécuter.

ARTICLE 16

USAGE LIMITATIF

L'État requérant ne se sert pas de l'information ou des preuves fournies, ni ne les divulgue, à d'autres fins que celles indiquées dans la demande sans le consentement préalable de l'autorité centrale de l'État requis.